

La Commune

ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · DEUXIÈME TRIMESTRE 2008

Le Mur des Fédérés 1871-2008

· SAMEDI 24 MAI 2008 · 14 HEURES 30 ·

LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE AU MUR DES FÉDÉRÉS

CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE · ENTRÉE RUE DES RONDEAUX

M° GAMBETTA · PARIS XX^E · *Voir en page 3*

NUMÉRO

34

Le Mur, symbole de mémoire

Notre Montée au Mur du samedi 24 mai 2008 est placée sous le signe de la mémoire de la Commune de Paris à l'occasion du centenaire de la pose de la plaque qui rappelle la répression dont furent victimes les Communards durant la Semaine sanglante.

Cette mémoire a été entretenue par notre Association dont l'histoire est relatée dans la brochure que nous venons d'éditer. Au long de ses pages, nous voyons comment les initiatives et les actions des Amis de la Commune de Paris ont toujours été intimement liées aux luttes sociales et politiques quand elles s'inscrivaient dans le prolongement de l'œuvre et des idéaux des Communards. Nous continuons dans la même voie quand nous mettons cette mémoire en parallèle avec les luttes actuelles pour résister aux attaques contre la laïcité, le droit d'asile des étrangers, les acquis sociaux et démocratiques issus des combats de notre peuple.

Les lutteurs d'aujourd'hui qui résistent aux mauvais coups et se battent pour conquérir de nouveaux droits mettent leurs pas dans ceux

des Communards. Les jeunes qui manifestent pour de meilleures conditions d'études, les salariés qui luttent pour préserver leur emploi, les travailleurs, chômeurs et retraités qui agissent pour défendre et améliorer leur pouvoir d'achat, sont les continuateurs des révolutionnaires du printemps 1871.

Le Mur des Fédérés est le symbole de la mémoire et du rayonnement des idées plus actuelles que jamais de la Commune de Paris. Les Montées au Mur se sont toujours inscrites dans cette perspective. Cette année, comme les précédentes, notre appel à résister a été repris par de nombreuses organisations démocratiques et progressistes. Ensemble, le 24 mai, nous rendrons hommage à la Commune de Paris. Ce sera notre façon, tout en honorant la mémoire des Communards, de nous inscrire dans les combats d'aujourd'hui. Et avec les citoyennes et citoyens qui nous accompagneront, nous pourrons dire, non, décidément non, la Commune n'est pas morte.

 **YVES LENOIR**

NOTRE COUVERTURE

Devant le Mur des Fédérés.

En haut : en 1883, tableau de Ilya Répine (1844-1930)

En bas : en 2007, photographie du comité de Châtelleraut de notre association



Le texte de l'appel reproduit ci-dessous a été proposé aux organisations du mouvement associatif, syndical et politique qui se réfèrent à la révolution du printemps 1871 afin qu'elles puissent proposer à leurs adhérents, amis et sympathisants de participer à la commémoration de la Commune le 24 mai au Mur des Fédérés.

La mémoire de la Commune célébrée le 24 mai 2008 au Mur des Fédérés

Cette année nous commémorons le centième anniversaire de l'apposition de la plaque du Mur des Fédérés portant l'inscription : « AUX MORTS DE LA COMMUNE, 21-28 MAI 1871 »

Le Mur des Fédérés est un haut lieu de la mémoire collective. Il symbolise les luttes pour la liberté, le progrès social et toutes les émancipations. Il symbolise toutes les résistances. Résistance aux attaques contre la laïcité, contre les atteintes au droit de grève et à la démocratie, contre la chasse aux immigrés et les acquis sociaux issus du programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

Le cimetière du Père Lachaise fut un lieu de combats acharnés à la fin la Semaine sanglante. Le dernier jour de la Commune, le 28 mai 1871, 250 Communards emmenés de la prison de Mazas étaient fusillés contre l'enceinte du cimetière qu'on appelle depuis « Mur des Fédérés ». Dès l'automne 1871, des mains anonymes jetaient des fleurs sur leur fosse commune.

Le 23 mai 1880, deux mois avant l'amnistie des Communards, se déroulait le premier défilé devant le Mur : ce jour là, 25 000 manifestants bravaient les forces de police. Depuis, le Mur des Fédérés a toujours ponctué les luttes d'affirmation révolutionnaire.

Il est significatif que les plus importantes manifestations devant le Mur correspondent à des moments forts des revendications populaires. En 1936, le 24 mai, 600 000 personnes défilaient devant le Mur. Cette manifestation servit d'accélérateur aux luttes ouvrières. Même pendant l'occupation l'idée de Résistance se manifesta par des signes ostentatoires, par exemple des jets de fleurs. L'importante « montée au Mur » de 1945 associait les victimes du nazisme à celles de la Commune. Cette concordance est symbolisée par la proximité des monuments à la déportation.

Dans la continuation de la mémoire populaire autour de la Commune de Paris, nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent résister aux atteintes aux droits sociaux et démocratiques et lutter pour en conquérir de nouveaux, à se rassembler le 24 mai au Mur des Fédérés pour réaffirmer l'actualité des idéaux de la révolution du printemps 1871.

Nous vous donnons rendez-vous le samedi 24 mai 2008 à 14 h 30 à l'entrée du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20e (Métro Gambetta)

Premiers signataires : Les Amis de la Commune de Paris 1871, ACER, ARAC, Association Action, Association Louise Michel, Association André Léo, CE Snecma Châtellerauld, CGT (Plusieurs fédérations et sections syndicales), CGT-FO, FSU, JRCF, Libre Pensée, MRAP, LCR, PCF, PRCF, PRG, Rouges vifs Ile-de-France, Les Verts, UEC Paris, SAT-AMIKARO.

*Pour se joindre à cet appel : Les Amis de la Commune de Paris 1871, 46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris
01 45 81 60 54 - amis@commune1871.org*

Les Montées au **Mur**



Au début du XXe siècle

En mai 1871, le cimetière du Père-Lachaise, situé au cœur du Paris populaire, sert de camp retranché à deux cents Fédérés. Suite à l'assaut des Versaillais, les survivants, ainsi que des prisonniers de Mazas, sont fusillés contre le mur Est du cimetière et, avec des milliers d'autres corps de Fédérés tombés dans les quartiers voisins, enterrés dans la fosse commune.

Dès la Toussaint 1871, le mouvement ouvrier étant décimé, ce ne sont d'abord que quelques mains anonymes qui viennent fleurir la fosse. Par la suite, les premiers rassemblements politiques se font sur certaines tombes, comme celle de Gustave Flourens à partir de 1876, mais pas encore auprès du Mur.

C'est le 23 mai 1880 qu'a lieu la première montée au Mur des Fédérés. Les journaux socialistes, comme *L'Égalité* de Guesde, ayant lancé un appel, un cortège se forme depuis la Bastille et monte au Mur, derrière deux couronnes mentionnant : « *L'Égalité*, aux 24 000 fusillés de mai 1871 » et « La Chambre fraternelle de Narbonne ». La police charge, détruit les couronnes, et s'interpose entre la fosse commune et les manifestants qui lancent des bouquets d'immortelles rouges par-dessus les policiers. La presse bourgeoise, y compris radicale, condamne et minimise la mani-

25 mai 1885.
La manifestation au Père-Lachaise pour les obsèques de Cournet, ancien communard, est chargée par les gardiens de la paix et les gardes républicains.



festation. Mais le 11 juillet 1880, la loi d'amnistie plénière est votée en faveur des condamnés de la Commune.

Dès 1882, le rassemblement et la parole sont autorisés au bord de la fosse, avec, l'année suivante, des drapeaux et des gerbes suspendues au Mur. Le cortège devient une tradition, avec des manifestations gérées par les anciens combattants de la Commune. Le relais est ainsi pris : la Commune n'est pas morte !

Cela n'exclut pas les affrontements avec la police qui se font plus nombreux avec l'arrivée de Lépine à la Préfecture de Police. Ce dernier impose, à partir de 1895, un fractionnement de l'entrée dans le cimetière par groupes de deux cents et interdit discours, chants et cris devant le Mur. Cela entraîne de sérieux accrochages en dehors des murs. La rigueur de ces mesures fait décroître le nombre des participants. Beaucoup y renoncent en réprobation à ces dispositions inacceptables. Jusqu'en 1905, les socialistes divisés se retrouvent pour honorer la mémoire de la Commune. Puis, suite à la réunification, Jaurès appelle, en 1907, à être « vraiment fidèle à la pensée des grands morts ».

En 1908, le Comité du monument reprend vie et obtient gain de cause auprès de la



1936. 600 000 personnes «montent» au Mur. Parmi elles, on peut reconnaître Maurice Thorez ●, Léon Blum ● et Marcel Cachin ●.

République radicale fraîchement victorieuse aux plans national et local. Le Comité affecte les 1400 francs qu'il possède à deux monuments destinés aux cimetières du Montparnasse et du Père-Lachaise.

En mai 1908, c'est l'inauguration de la plaque de marbre, gravée « Aux morts de la Commune, 21-28 mai 1871 »⁽¹⁾ et d'un monument à Eugène Pottier, dans la 95^e division, avec libre accès, drapeaux, discours, et même une tribune devant le Mur. Dix mille personnes participent à cet événement.

Cette manifestation intéresse les partis politiques qui s'en occupent, à partir de 1908 pour la toute récente



SFIO des socialistes réunifiés et, après la Guerre de 14-18, pour le Parti Communiste Français. Le cortège tend à être plus ordonné, comme le 27 mai 1910, qui est un succès avec 30 000 manifestants et se déroule sans heurts.

Il est interdit en 1913 ; le Parti socialiste tient cependant

à faire une démonstration de force et organise un grand meeting au Pré-Saint-Gervais qui rassemble 150 000 personnes. Jaurès y est un orateur très remarqué. Les discours commencent tous par un hommage aux Fédérés, et une couronne est déposée, au pied du Mur, par la direction du Parti socialiste. Pendant la guerre de 14-18, le rite est malgré tout perpétué avec le dépôt de quelques gerbes.

L'année 1936 retient tout particulièrement l'attention. En effet, le cortège suit de très près la victoire du Front populaire aux législatives. L'insigne officiel est «1871-1936» ; 600 000 personnes défilent pendant neuf heures de la Nation au cimetière. Léon Blum est présent dans le cortège ; on y annonce les victoires des premières grèves avec occupation. Des ouvriers en grève se rencontrent au Mur, parlant de leurs luttes ; et cette commémoration de la Commune favorise la grève générale.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, une des manifestations de la Résistance est d'aller fleurir le Père-Lachaise. Après guerre, en 1945 et en 1946, les montées au Mur sont d'une grande ampleur ; les résistants fusillés ravivent le souvenir des morts de 1871. Dans le dernier chapitre de son roman, *La Montée au Mur*, Hélène Parmelin décrit le cortège de 1945. On y lit toute l'émotion de cette première montée au Mur après la Libération. Dans le cimetière et les rues environnantes, les portraits des Résistants et des Communards se côtoient. Des déportés récemment rentrés sont présents : «*Les déportés de la guerre fasciste marchaient vers le Mur des Fédérés ; Mauthausen, Buchenwald, Auschwitz firent la liaison avec les martyrisés de la Commune, les affamés des camps de Thiers, les tués du Père-Lachaise.*»⁽²⁾

Les événements de 1968 réactivent, à leur façon, la mémoire de la Commune, et alors même qu'en mai 68, le Père-Lachaise est fermé,

«les Amis de la Commune» négocient avec le personnel CGT en grève. En effet, le Mur des Fédérés, ayant toujours été fleuri, même sous l'occupation nazie, le serait aussi en mai 68. Le personnel du cimetière ouvre à la sauvette pour faire entrer une délégation avec Jacques Duclos au titre de président de l'Association, et Emmanuel Fleury, alors secrétaire général.

Depuis le début des années 60, l'«Association des Amis de la Commune de Paris-1871» appelle ses adhérents à rejoindre le groupe de tête. Dans les années 70, elle reprend l'organisation de la manifestation dont le succès ne se dément pas ; les partis de gauche y sont conviés.

La montée au Mur des Fédérés est un événement unique qui attire toujours une foule très diverse, motivée par des idéaux communs et une même envie d'agir, consciente de la nécessité de sa présence sur la voie ouverte par les Communards.  **NICHÈLE CAMUS**

(1) En 1990, cette plaque, enlevée et remplacée par une nouvelle, a été apposée au siège des «Amis de la Commune de Paris-1871» ;

(2) Hélène Parmelin, *La Montée au Mur*, Les Éditions Françaises Réunis, 1950 ; prix Fénéon 1951.

Nous recommandons tout particulièrement la lecture du livre de Danielle Tartakowsky, *Nous irons chanter sur vos tombes*, Aubier, Collection historique, 1999.

Mai 2007. La banderole des Amis de la Commune se dirige vers le Mur.



Mai 68

Mémoire de la Commune

Depuis quelques mois, avant Mai 68, les luttes ouvrières s'intensifient. Le 17 mai 1966 et le 1^{er} février 1967, les travailleurs sont appelés à une grève générale. Le 17 janvier 1968, de grandes manifestations ouvrières ont lieu à Redon et le 18, de sérieuses bagarres se déroulent à Caen. Ces luttes se développent sur fond de politique internationale tendue : Conférence de la Tricontinentale à la Havane, Révolution culturelle en Chine, intensification des bombardements américains au Viêt-Nam, coup d'Etat des colonels en Grèce, assassinat du Che en Bolivie, offensive du Têt du FLN vietnamien...

Quelques mois avant Mai 68, une partie de la jeunesse politisée se regroupe dans des organisations d'extrême gauche formées par des militants issus de l'UEC. La plupart des étudiants de l'époque ne sont pas politisés, ils sont pour une grande majorité issus des couches privilégiées.

L'agitation étudiante commence fin février 68 à Nanterre. Le 3 mai, la Sorbonne est fermée aux étudiants et occupée

par la police. C'est le début des premiers affrontements sévères entre la jeunesse et les forces de l'ordre. Le paroxysme est atteint dans la nuit du 10 au 11 mai, dite « nuit des barricades ». Le 13 mai des manifestations monstres ont lieu partout en France.

Après la jeunesse scolarisée, en quelques jours et sans qu'un mot d'ordre de grève générale ait été lancé, la France est pratiquement paralysée par les arrêts de travail et les occupations d'usines. Ces grèves sont d'une ampleur inégalée (de six à dix millions de grévistes). Les travailleurs du tertiaire, les « cols blancs », les cadres sont dans la lutte aux côtés des ouvriers.

Quant aux étudiants et lycéens, ils n'ont pas une vue précise et détaillée de la société qu'ils veulent, mais ils savent parfaitement ce qu'ils ne veulent plus.

D'ailleurs, un bon nombre de jeunes travailleurs se retrouvent à leurs côtés sur les barricades. Quelques slogans écrits sur les murs en témoignent : « J'ai quelque chose à dire mais je ne sais pas quoi » ou encore « La barricade ferme la rue, mais ouvre la voie ».

Si la référence principale des ouvriers était à ce moment le Front Populaire de 36, pour la jeunesse, la Commune de Paris sera très présente.

Bien sûr, il n'est pas concevable de comparer ces deux moments importants de notre histoire, mais comment ne pas voir des similitudes entre les ouvertures de « clubs rouges », dans les églises durant la Commune, et les lieux d'échanges intenses entre les différentes tendances à l'Odéon, à Science-po, la fac Censier, la Sorbonne, les Beaux Arts et surtout dans la rue où la parole se libère.



Au lendemain de la nuit des barricades, le 11 mai, nous avons vu ce slogan sur plusieurs murs du Quartier Latin : «Vive la Commune du 10 mai» et celui-ci : «Il y a en France 38 000 communes... nous en sommes à la seconde.» Quoi de plus proche que le dessin de Daumier dans la série «les trains parlementaires» qui montre un membre de la droite, effrayé par le drapeau rouge d'un cantonnier qu'il aperçoit au travers de la vitre du train l'amenant à Versailles et le slogan de Mai 68 : «Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes».

Sur les murs de la capitale, dans la presse de gauche ou d'extrême gauche, dans les chansons reprises dans les manifesta-

tions, le rappel des luttes de 1871 est présent.

Comme pendant la Commune, une presse éphémère voit le jour ! Parmi ces journaux, *l'Enragé* qui n'aura que 13 numéros (entre début mai et décembre 68). On y retrouve les signatures des plus grands dessinateurs politiques comme Bosc, Cabu, Wolinski, Sabadel, Siné, Topor, Soulas, Malsen, Willem, Flip, Reiser, et bien d'autres.

L'Enragé est le journal de la jeunesse ; il est distribué par les Comités d'actions. Dès le premier numéro, on y trouve les paroles de «l'Internationale» et, dans le numéro 2, «Assassin !», un poème d'Eugène Pottier qui relate les brutalités policières contre les manifestants au Mur des Fédérés le 24 mai 1885. Plus loin, une autre référence à la Commune, toujours d'Eugène Pottier avec un poème dédié à «mon ami le Dr Goupil, membre de la Commune». Dans le 8^e numéro du 1^{er} août 1968, un poème, versaillais celui-là : «Grâce à Dieu, l'Ordre est rétabli !»

Dans *Les Lettres françaises*, jour-

nal culturel de Louis Aragon, un article, «Fais voir tes mains !» de Bruno Marcenac, relate ce qu'a vu et entendu une jeune étudiante : «Depuis notre refuge, on voyait des camarades assis par terre, au milieu de la rue, on entendait les CRS : "Fais voir tes mains !" Les mains noires accusaient, jugeaient et condamnaient. Comme dans un autre printemps, celui de la Commune, les mains des insurgés, noires de poudre...» Plus loin, dans le même journal un dessin de Jean Effel. On y trouve quelques pages après un article signé de Jean Bruhat où il se réfère largement à la Commune.

Le *Nouvel Observateur* fait paraître un numéro spécial : «La France face aux jeunes». Une enquête, signée par trois journalistes, relate une réunion au ministère de l'Intérieur, le 10 mai 1968 : «... Vers minuit, un commissaire de police arrive hors d'haleine chez le ministre : "Si vous voyiez ça ! C'est incroyable ! C'est la Commune"» Plus loin, Daniel Cohn-Bendit signe l'article «Notre Commune du 10 mai».

Ces références ne sont pas exhaustives, loin de là ; les paroles de chansons, écrites en mai-juin 68, font largement la place à la Commune, ainsi qu'une multitude de slogans ou d'articles dans la presse. Tout



cela montre que la Commune, les espoirs et les « utopies » de nos chers combattants, étaient largement présents dans les têtes et les cœurs de la jeunesse de mai 68.

A cette époque, notre association était présente. Durant 72 jours, de mars à mai 1968, nous présentions une exposition sur la Commune à la galerie François Miron dans le IV^e arrondissement.

Comme toutes les grandes luttes du mouvement ouvrier depuis le XIX^e siècle, Mai 68 a laissé une empreinte particulière. Outre les avancées sociales significatives, les actions menées ont ouvert une large brèche dans l'idéologie de la classe dominante. Un des grands acquis restera ainsi l'émancipation des femmes.

Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent tentent de remettre en question nos victoires.

Sarkozy, prenant certainement modèle sur le « nabot monstrueux » Adolphe Thiers, veut jeter Mai 68 à la poubelle. Nous ne pouvons et ne devons pas laisser faire. Les Amis de la Commune, fiers de continuer la lutte de nos combattants de 71, sont aux côtés des organisations politiques et syndicales qui se mobilisent pour répondre aux attaques des nouveaux versaillais.

Marguerite Tinayre et l'éducation

Institutrice passionnée de pédagogie, militante de l'Internationale, Marguerite Tinayre a joué sous la Commune un rôle important dans la réforme de l'enseignement et la laïcisation des écoles.

Marguerite Guerrier, appelée aussi Victoire (son second prénom), est née en 1831 à Issoire (Puy-de-Dôme) dans une famille républicaine. C'est par l'enseignement et le métier d'institutrice qu'elle va conquérir son autonomie financière et sociale. Elle prépare seule et obtient le brevet élémentaire puis, en 1856, le brevet de capacité qui permet d'ouvrir une école et de diriger une pension de jeunes filles. Ce qu'elle fera, d'abord à Issoire, puis dans divers lieux autour de Paris (Neuilly, Bondy, Noisy-le-Sec, Gentilly). Elle se consacre à sa passion, l'enseignement, préoccupée de pédagogie active et de l'instruction intellectuelle et professionnelle des filles.

Elle épouse en 1858 Jules Tinayre, modeste clerc de notaire et, malgré des maternités rapprochées (elle aura 6 enfants), elle mène en parallèle de nombreuses activités. Marguerite Tinayre est aussi un écrivain et une épistolière infatigable. Ses deux premiers romans « La Marguerite » et « Rêve de Femme », écrits en 1864 sous le pseudonyme de Jules Paty, révèlent sa pensée sociale d'alors.

En 1866, elle s'installe dans le XIII^e arrondissement (au 16 de la rue de Gentilly), y fonde une école professionnelle de jeunes filles dans ce quartier pauvre. Entraînée par les idées socialistes qu'elle veut mettre en pratique, d'abord attirée par le mouvement associatif comme moyen d'éducation des masses, elle fonde en 1867 « Les Equitables de Paris », une coopérative de consommation à l'usage des plus défavorisés qu'elle fait adhérer à l'Internationale et à la Fédération des Sociétés ouvrières.

Marguerite Tinayre se rallie de suite à la Commune qui représentait pour tant de femmes un espoir d'émancipation. Le décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 2 avril est l'une des premières mesures prises par la Commune. Elle milite, avec une certaine influence, à l'Union des Femmes pour la Défense de Paris et les Soins aux Blessés, constituée par Elisabeth Dmitrieff et son amie Nathalie Le Mel. Proche de Frankel et amie de Varlin, elle se dépense entiè-

rement à la cause des femmes et à la réforme de l'enseignement qui est au centre des préoccupations de la Commune. Marguerite Tinayre avait participé activement à l'effervescence des débats aboutissant à la revendication d'une instruction publique pour tous, gratuite, obligatoire et laïque, mais aussi «intégrale».

Alors que la Commission de l'Enseignement se mettait en place autour d'Edouard Vaillant, Marguerite Tinayre est nommée, le 11 avril, inspectrice générale des livres et des méthodes d'enseignement dans les écoles de filles de la Seine. Elle se trouve ainsi au cœur des propositions innovantes en la matière. Mais elle est surtout connue comme inspectrice des écoles de filles de la Seine où elle est à l'origine des propositions innovantes en la matière. Elle est surtout connue comme inspectrice des écoles de filles du XII^e arrondissement pour le rôle important qu'elle y a joué dans la mise en place de la laïcisation. L'expulsion du personnel religieux et son remplacement par des laïques ne se faisait pas sans résistances. Et elle eut des difficultés avec le maire et l'adjoint du XII^e arrondissement quant aux méthodes employées dans la lutte anticléricale.

Pendant la Semaine sanglante, elle s'occupe des blessés et, le 26 mai, elle est arrêtée sur dénonciation d'un concierge. Son mari, qui n'avait pas de sympathie particulière pour la Commune, est fusillé à sa place. Relâchée, elle réussit à s'enfuir à Genève et sera condamnée par contumace à la déportation (non pas comme combattante, comme Louise Michel, mais comme institutrice pour avoir exercé une fonction sous la Commune).

Elle restera en exil en Hongrie jusqu'à sa remise de peine en novembre 1879, faisant vivre ses cinq enfants en donnant des leçons.

De retour en France, elle continue ses nombreuses activités de pédagogue et aussi d'écri-

ture. On retiendra, pour finir, qu'elle va mettre sa plume facile au service de Louise Michel pour ses romans «La Misère» et «Les Méprisées» sous le pseudonyme de Jean Guétré, mais la collaboration des deux Communardes fut conflictuelle. Les illustrations du livre «La Misère» furent réalisées par deux de ses fils, Louis, devenu peintre d'une certaine notoriété, et Julien, graveur et mari de la romancière connue, Marcelle Tinayre.  **MARIE-CLAUDE JUN**

Sources: Claude Schkolnyk, «Victoire Tinayre, 1831-1895, du socialisme utopique au positivisme prolétaire» (L'Harmattan, 1997. Edith Thomas, «Les Pétoleuses», Gallimard, 1963. Ouvrages disponibles à la bibliothèque de l'Association (consultables le mercredi après-midi).

Olivier Souète Chansonnier breton et Communard

Olivier Souète, né en 1831 dans le Finistère, est surtout connu comme auteur et compositeur de chansons en breton, la plus connue étant *La complainte de la ville d'Ys*. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il a vécu à Paris à partir de 1858 et qu'il s'est alors rallié aux idées révolutionnaires. En 1871, il combat dans les rangs des Communards et est blessé à Issy-les-Moulineaux. Ayant échappé à la répression, il écrit des poèmes et chants révolutionnaires et pacifistes : *La Marianne*, *La Commune ressuscitée*, *Crosse en l'air*, *Le premier Mai du Père Peinard*, *Le Massacre de Fourmies*. Olivier Souète meurt en 1896 et est enterré au cimetière de Bagneux. Merci à notre ami Pierre Le Marrec de nous avoir envoyé un article de *Bretagne-Ile-de-France* de novembre 2007 qui nous a fait connaître le passé communard d'Olivier Souète.  **YL**

Courbet et la démocratie dans l'art

Un **Enterrement à Ornans** (1849-1850) marque la naissance de la peinture moderne en raison du thème humaniste et social, et l'abandon de toute évocation mythologique ou historique. La technique est révolutionnaire car Courbet introduit la profondeur par l'ombre, puis met de la lumière pour les faire apparaître.

L'Origine du monde (1866) crée un double mouvement en dehors de l'évocation du corps intime de la femme : le corps absorbe et repousse l'œil du spectateur en faisant éprouver la profondeur visuelle. Courbet abolit toute idéologie dans sa création en travaillant au niveau de la sensibilité rétinienne et tactile. Sans jamais théoriser, ni «psychologiser», il supprime les distances, redistribue le regard

entre le peintre, son modèle et le spectateur placé en position de voyeur. Cette position triangulaire et transversale s'inscrit symboliquement en opposition avec le discours du maître représenté par l'érectilité de la colonne Vendôme où le chef, au sommet de la verticalité, n'entend, ne voit rien, sinon l'image de sa gloire personnelle dans un champ infini de pertes humaines.

La Femme au perroquet (1866). Courbet se joue d'une nudité idéalisée et justifiée par le prétexte historique ou mythologique. Plaçant sa composition sur le thème de la Vénus allongée, le perroquet, animal chatoyant, représente le cygne mêlé d'exotisme et d'érotisme. Sans contexte orientaliste et pompier, la scène devient parisienne et réaliste, et la réalité devient fantasmatique autour du nu. Il y a dans les échanges sensoriels correspondants : la chair et le linge, les plumes et les cheveux, le dérèglement raisonné des sens si cher à Rimbaud.

Le fouriériste François Sabatier écrit : «*L'heure n'est plus à peindre les nantis, l'avenir est à l'art social*». Courbet représente sans hiérarchie, casseurs de pierres, bedeaux, curés, paysans, enfants de chœur, et en associant les différents secrets de la vie affective :

la tristesse et la joie. Ni imitateur, ni photographe, Courbet invente un nouveau rapport au réel : la condition ouvrière, en particulier, et il inaugure de façon radicale le statut d'un témoin de son époque sans anecdotisme.

Dans **La Vague** (1870), Courbet juxtapose deux techniques différentes, voire opposées. Les pinceaux pour lisser le ciel et les nuages, la spatule pour épaissir la mer, l'écume et les galets ; par cette méthode, le peintre suggère la couleur du sable et, d'autre part, ménage des «absences» : la matière sous-jacente à la surface (par métaphore la sève sous l'écorce, la chair sous la peau, la tranche sous la croûte...). Haï par les officiels de l'ordre et leurs affidés pliés sous le poids de la domesticité, Courbet sera détruit en 1877 à 58 ans après avoir déclaré : «*J'ai été pillé, diffamé, traîné dans les rues de Versailles, agonie de sottises et d'injures, j'ai croupi dans les prisons...*»

Gustave Courbet anima la fédération des artistes durant la Commune pour organiser eux-mêmes leur activité à la place des autorités de tutelle qui favorisaient les artistes inféodés au pouvoir officiel.

 **PHILIPPE LEPAULARD**

Lire Télérama hors-série consacré à Courbet



La Vague (1870)

Le cinquième couplet du Temps des cerises

Dernièrement, un de nos fidèles adhérents nous demandait quel était l'auteur du cinquième couplet du « Temps des cerises ». Il avait écarté d'emblée Jean-Baptiste Clément dont il ne retrouvait pas le style ; et il avait raison.

L'origine du fameux cinquième couplet remonte au 1^{er} mai 1891. J.-B. Clément, alors délégué du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire dans les Ardennes, est arrêté pour provocation, rébellion et outrage conte la maréchaussée. Il est condamné à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour. Le 21 mai 1891, en appel, la peine est ramenée à deux mois de prison (qu'il ne fera jamais).

Pour stigmatiser la juridiction répressive, le dessinateur Adolphe Willette, ami de J.-B. Clément, va représenter la liberté enchaînée, symbolisée par deux farouches gendarmes encadrant une jolie fille sans défense dont ils ont confisqué le panier de cerises. Pour souligner son indignation, l'artiste, qui à l'occasion taquine la muse, a joint quelques vers pour accompagner son dessin :

*Quand il reviendra le temps des cerises,
Pandore idiot, magistrats moqueurs
Seront tous en fête !*

*Gendarmes auront la folie en tête ;
A l'ombre seront poètes chanteurs.*

*Quand il reviendra le temps des cerises,
Siffleront bien haut les chassepots vengeurs.*

Ce dessin d'Adolphe Willette, illustrant le mordant cinquième couplet, a paru dans Le Courrier français du 17 mai 1891 ; il est dédié à J.-B. Clément. Ce même dessin, avec ses vers vengeurs, ornera la première page de couverture du livre de Tristan Rémy, « Le Temps des cerises »*  **MARCEL CERF**

*Les Éditeurs français réunis, 1968



Le 26 février 1808, naissait à Marseille Honoré Daumier. La Bibliothèque nationale* célèbre ce bicentenaire par une passionnante exposition consacrée à l'œuvre lithographiée de l'artiste, présentée jusqu'au 8 juin.

Daumier Chefs-d'œuvre de la caricature

Daumier fait ses débuts comme dessinateur politique dans *La Caricature* et *Le Charivari*, journaux d'opposition à Louis-Philippe, dirigés par Charles Philipon. En 1832, il représente le roi en Gargantua, ce qui lui vaudra six mois de prison, évoqués dans *Souvenir de Sainte-Pélagie*. La gravure *Rue Transnonain, le 15 avril 1834*, qui le rendit célèbre, est une allégorie dédiée aux habitants d'un immeuble parisien, massacrés par la troupe, après qu'un coup de feu eut été tiré d'une fenêtre. Ce véritable tableau d'histoire s'impose comme un chef-d'œuvre de l'estampe. Les lois de septembre 1835 liberticides pour la presse l'obligent à se réorienter vers la caricature de mœurs. Le personnage de Robert Macaire, emprunté à l'acteur Frédérick Lemaître, et d'autres types de la société parisienne défilent sous les yeux amusés des lecteurs du *Charivari*. Le caricaturiste des mœurs de la Monarchie de juillet est au sommet de son art avec les grandes séries des années 1840 telles que *Les Bas bleus*, parodiant les femmes écrivains, *Les Bons bourgeois*, *Les Locataires* et *propriétaires* et *Les Gens de justice*. La Révolution de 1848 redonne à Daumier la liberté d'exprimer ses idées républicaines dans la satire politique, grâce au personnage de Ratapoil, qui incarne le type de l'agent de propagande bonapartiste. La censure du Second Empire oblige Daumier à revenir à la caricature de mœurs. Un véritable reportage lithographique naît sous le

crayon du dessinateur. Ses scènes de théâtre et ses études de plein air témoignent de son talent à saisir, sur l'instant, les gestes et les expressions de ses contemporains. La proclamation de la République ramène Daumier à la satire politique. Comme dans *Le Souffleur*, publié dans *Le Charivari* du 7 février 1870, où Thiers est représenté en souffleur de théâtre du gouvernement d'Emile Ollivier. Daumier publiera une centaine de caricatures de *foutriquet* au cours de sa carrière. A voir également le célèbre dessin : *Epouvantée de l'héritage*, paru dans *Le Charivari* du 11 janvier 1871. Au milieu d'un champ jonché de cadavres, l'année 1871, personnifiée par une pleureuse se voilant la face, porte le deuil des victimes de la guerre franco-prussienne. Pendant la Commune, il se retire à Valmondois (Seine-et-Oise, aujourd'hui, Val d'Oise), où atteint de cécité, il ne peut plus dessiner. Le *Michel-Ange de la caricature* meurt le 11 février 1879.

 JOHN SUTTON

* 58, rue de Richelieu, Paris II. Tél : 01 53 79 59 59 — www.bnf.fr

Page de gauche en haut :

Ah ! Tu veux te frotter à la presse, 1833

Page de gauche en bas :

Rue Transnonain, le 15 avril 1834

Ci-dessus :

La République nous appelle / Sachons vaincre ou sachons mourir, 1870



La commémoration du 18 mars 1871

Claudine, Robert, Marie, Jean, Fatima, Albert, Marion, Yves, ... nous nous sommes retrouvés nombreux place de la Commune de Paris, là où, il y a 137 ans, les Communards, résistant à l'insoutenable, se sont battus pour leur idéal. Nous sommes les amis de cette Commune, dont les combats sont tellement actuels ! La Mairie du XIII^e était représentée par son nouveau maire, Jérôme Coumet. On notait la présence de nombreux élus et représentants d'organisations amies

L'accueil chaleureux de notre président, Jean-Louis Robert, a été suivi du rappel par Yves Lenoir des combats des 23 et 24 mai sur la Butte aux Cailles. Puis hommage a été rendu aux Communards étrangers : à Walery Wroblewski (par Yves Lenoir) et à Léo Frankel (par Jacques Charrue). Ont suivi les hommages à Marguerite Tinayre (par Marie-Claude Juin) puis à Auguste Blanqui (par John Sutton), devant l'immeuble où il a habité. Enfin, nous nous sommes retrouvés place d'Italie où nous attendait la Chorale Populaire de Paris. Hommage rendu à Emile Duval, élu du XIII^e, par Emmanuel Gradt

lisant un texte de Bernard Arrio. La Chorale nous a régales de trois chants repris en chœur par les participants dont le nombre s'était étoffé au long du parcours. Pour clore cette commémoration, une plaque symbolique au nom d'Emile Duval, a été dévoilée sur cette place déjà nommée ainsi pendant la Commune. Depuis de nombreuses années, notre association demande à la Ville de Paris d'honorer ce général de la Commune, qui a défendu

vaillamment le XIII^e arrondissement, en attribuant son nom à une voie ou une place de la capitale.

Le froid n'a pas empêché cette manifestation d'être chaleureuse et très réussie. En témoignera dans les foyers le nombre impressionnant de photos prises tout au long du chemin.

 **MARIE-CLAUDE SCHERTZ**

La Commune à...

• CHAMPIGNY-SUR-MARNE

A l'invitation de la section du Parti socialiste de Champigny-sur-Marne, les Amis de la Commune ont organisé jeudi 17 janvier 2008 une soirée cinématographique. Une cinquantaine de personnes ont assisté à la projection du beau film soviétique, *La Nouvelle Babylone*. Un riche et long débat, animé par notre président Jean-Louis Robert, s'en est suivi. Beaucoup de jeunes assistants découvraient la Commune. La discussion a

porté sur l'actualité d'une révolution dans la France d'aujourd'hui. A la fin de la séance, la table de littérature a connu une bonne affluence. Une initiative originale qui a été un plein succès.

• BORDEAUX

Dans le cadre des Cinqüèmes Rencontres «La classe ouvrière, c'est pas du cinéma» organisées par les cinémas Utopia et Espaces Marx Aquitaine-Bordeaux-Gironde, une journée sur la Commune s'est tenue à Bordeaux, le samedi 23

février 2008. Le matin un séminaire a présenté, devant une vingtaine de personnes, deux communications de Jean Ducange, historien, (La Commune, vue par la social-démocratie allemande), Isabelle Garo, philosophe, (La Commune, la démocratie, Marx). L'après-midi, le cinéma Utopia a projeté *Commune 1871*, le film de Peter Watkins. Jean-Louis Robert a présenté le film, resituant la démarche particulière de l'auteur, et au cours des deux interruptions, un débat a porté tant sur le film que sur l'histoire et l'œuvre de la Commune. Près de 100 personnes assistaient à cet après-midi communard et cinéphile. Ce fut aussi la ruée sur la table de littérature. C'est dire si l'attente est grande de connaissance sur la Commune de Paris

• AU PALAIS DU LUXEMBOURG (PARIS)

L'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée (IRELP) a organisé un colloque international, 1848-2008, pour le 160^e anniversaire de la Libre Pensée à Paris, Palais du Luxembourg, du 21 au 24 mars 2008. Dans l'après-midi du 22 mars, Jean-Louis Robert a fait un exposé sur «la séparation des églises et de l'État» et «la Commune de Paris». La table de littérature des Amis de la Commune a permis de fructueux contacts.

• MANTES-LA-JOLIE (YVELINES)

Jusqu'au 4 juillet, Foyer des jeunes Travailleurs de Mantes Val-de-Seine, exposition des Amis de la Commune et des planches de la série «le Cri du Peuple» de Jacques Tardi, du lundi au samedi de 9h à 19h.

Jeudi, 22 mai 2008 à 20h30, Centre culturel Georges Brassens, 18, rue de Gassicourt à Mantes-la-Jolie, projection du film, «la Nouvelle Babylone» présentée par Jean-Louis Robert.

• PARIS XII^e

Dans le cadre du cycle de réunions sur l'histoire sociale organisé par ATTAC XII^e, Jean-Louis Robert, présentera une conférence sur la Commune de Paris dans le café associatif, «La Commune libre d'Aligre», nouveau lieu dynamique d'accueil des initiatives sociales et culturelles du XII^e arrondissement. Mardi 27 mai 20 h à «la Commune libre d'Aligre», 3 rue d'Aligre, Paris XII^e.

• PARIS III^e

Jean-Louis Robert présentera une conférence à la mairie du III^e arrondissement de Paris le jeudi 29 mai. Pour plus de précisions, consulter le site internet des Amis de la Commune ou celui de la mairie du III^e.

QUESTIONS POUR UN CHAMPION

Vendredi 21 mars 2008, sur France 3, dans «Questions pour un champion» figurait dans le questionnaire proposé aux trois qualifiés du premier tour de cette émission de jeux, «la Commune de Paris de 1871». Ce thème, choisi par le premier qualifié, lui a valu deux points et trois bonnes réponses. Voici ce qui était demandé et, en italique, les réponses adéquates :

Quelle était la couleur du drapeau des Communards ? *Rouge ;* **Qui était le chef de l'exécutif des adversaires de la Commune ?** *Thiers ;* **Comment a-t-on appelé la semaine du 21 au 28 mai 1871 ?** *La Semaine sanglante ;* **Quel est le nom du poète, auteur du Temps des cerises ?** *Jean-Baptiste Clément ;* **Qui fut surnommée la vierge rouge ?** *Louise Michel ;* **Comment nommait-on les gardes nationaux, défenseurs de la Commune ?** *Les Fédérés ;* **Et leurs adversaires ?** *Les versaillais ;* **Quel maréchal dirigea la répression des Communards ?** *Mac-Mahon.*

Certes, les questions semblent simples pour les Amis de la Commune ! Encore fallait-il qu'elles soient posées dans une émission populaire vieille d'un vingtaine d'années !

L'EXPOSITION COURBET BIENTÔT À MONTPELLIER

Après un immense succès public et critique au Grand Palais de Paris, puis un passage au Metropolitan Museum de New-York, la grande rétrospective Gustave Courbet sera présentée au musée Fabre de Montpellier du 14 juin au 28 septembre 2008. Les visiteurs pourront profiter de leur séjour à

Montpellier pour suivre la route Courbet et découvrir les paysages du Languedoc que le peintre a représentés dans ses œuvres.

Horaires : mardi, jeudi, vendredi et dimanche 10h-18h ; mercredi 13h-21h ; samedi 11h-18h.

Fermé tous les lundis et le 15 août.

*Musée Fabre, 39 Bd Bonne-Nouvelle, Montpellier
04 67 14 83 00 • www.museefabre.fr*

Morte ou vive... ? Vive la Commune !

Comme l'indique le titre du spectacle d'Emmanuel Gradt, la Commune était plus vive que morte, ces soirs de la fin mars où trois représentations ont été données à des spectateurs enthousiastes. A peine entrés, nous recevions nos rôles ; le mien était court, mais intense : le Cri républicain, dans le Prologue.

Vous l'avez compris, ce spectacle «coopératif» ne pouvait se faire sans les spectateurs eux-mêmes qui incarnaient une cinquantaine de personnages. En huit tableaux, nous pouvions ainsi jouer et vibrer au cœur d'événements significatifs de la Commune de Paris, depuis la défaite de Sedan jusqu'à la Semaine sanglante. Aux côtés des spectateurs-acteurs, les narrateurs, deux «Jules», disaient un texte documenté et accessible à tous. Les qualités interactives, ludiques et pédagogiques de ce spectacle font qu'on peut l'imaginer aussi bien dans la rue que dans les écoles ; il contribue en tout cas à raviver la mémoire de la Commune.

Nous attendons avec impatience la pièce de Claude Weill, «Tout ça n'empêche pas Nicolas qu'la Commune n'est pas morte !» qui relate la vie d'un immeuble du Bas-Belleville, et la façon dont ses habitants prennent leur destin en main, pendant la Commune*.



* Rendez-vous les vendredi 27 et samedi 28 juin à 20h30, dimanche 29 juin à 17 heures, au Local, 18, rue de l'Orillon, 75011 Paris ; 01 46 36 11 89 mail : infos@le-local.net — www.le-local.net



**LE THÈME CENTRAL
DE NOTRE PROCHAIN
NUMÉRO (35) SERA :
LA COMMUNE
ET LE DROIT
AU LOGEMENT**

il paraîtra début septembre et remplacera la «Lettre de la rentrée»
Date limite pour nous faire parvenir vos articles :
30 juin 2008

Notre devoir de mémoire

Un premier et très important travail concernant la mémoire de la Commune de Paris a été accompli avec la parution du Guide des Sources sur lequel vous avez été informés dans nos derniers bulletins. Il nous reste, maintenant, deux activités à mener dans ce domaine : nos archives et les lieux de mémoire.

En ce qui concerne nos archives, un groupe de dix amis s'est formé pour répertorier et classer celles propres à l'Association, ainsi que des documents d'époque telles des lettres de Louise Michel, ou encore la correspondance du Communard Roger, déporté en Nouvelle-Calédonie. Il s'agit d'un travail important, de longue haleine, mais tellement nécessaire afin de mieux connaître l'histoire de notre Association et pour protéger ces documents si précieux. Il nous reste à nous occuper de la partie «lieux de mémoire» ; quelques exemples pour démontrer la nécessité de nous en préoccuper.

Un ami de Versailles nous a signalé que le maire de Versailles envisageait la construction d'un circuit automobile sur le site de Satory abandonné par l'armée (folie bétonnière et sens des affaires obligent). Sur ce site

existent plusieurs fosses communales de Communards, ainsi qu'une plaque commémorative de ces massacres. Qu'en restera-t-il après le passage des bulldozers ? Notre ami Michel Degouys s'est chargé de ce dossier, mais il lui faut de l'aide. Un autre ami, randonneur, nous a signalé la disparition d'un monument rappelant le massacre de Communards, dans un bois près de Jouy-en-Josas. Lors d'une émission télévisée sur FR3, une dame, férue de restauration de tombes, signale avoir retrouvé la sépulture «d'un jeune homme tombé sur des barricades de la Commune de Paris» au cimetière de Saint-Dié. Nous avons eu des contacts avec une société d'histoire et avec un ami de cette ville ; mais plus rien, faute de temps. Tout dernièrement, un ami de Dijon nous informe avoir retrouvé la tombe d'Eugène Protot, membre du conseil de la Commune, dans un bien triste état (photos à l'appui). Peut-on laisser de telles traces disparaître ?

A Paris, il y a nécessité de restaurer le monument des Fédérés, au cimetière du Montparnasse, d'apposer des plaques, des pelles du souvenir, notamment à la Butte Montmartre.

Dans ce domaine du devoir de mémoire, le nerf de la guerre n'est pas l'argent ; c'est la nécessité de pouvoir compter sur un grand nombre de femmes et d'hommes décidés à ce que l'histoire de la Commune de Paris persiste. C'est pourquoi, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés, de Paris et de sa région, de province voire de l'étranger, pour que notre Association soit en mesure de laisser la trace de cette période de notre histoire, petite dans le temps, mais grande dans ses idéaux. Faites vous connaître avec un petit courrier et vos coordonnées. D'avance, un grand merci.  **PIERRE BIAIS**

PROTESTATION DES AMIS DE LA COMMUNE

Les Amis de la Commune ont adressé un message de solidarité aux résidents d'un foyer de migrants étrangers du XVIII^e arrondissement de Paris après l'intervention policière du 12 février dernier. Les arrestations, accompagnées de brutalités, détériorations des locaux et confiscations de papiers, sont indignes de notre pays et de notre époque. Rien ne justifie de tels agissements.

VIENT DE PARAÎTRE

Les Amis de la Commune de Paris 1871 Histoire de l'association

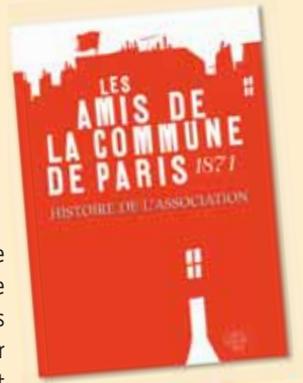
Cette brochure de 54 pages richement illustrée de photos d'hier et d'aujourd'hui, raconte cette histoire très liée à celle de notre pays.

Dès novembre 1871 se crée «le Comité central du secours aux familles des détenus politiques» et dès la Toussaint 1871, le mur au Père Lachaise est fleuri. En 1880, après leur retour d'exil et de déportation les Communards se retrouvent pour s'entraider. Ainsi au fil des années, prémices de l'association, des sociétés se créent qui perpétuent déjà le souvenir des Communards. C'est en 1889 qu'apparaît le nom de «société fraternelle des anciens combattants de la Commune». La brochure relate, des origines à l'année 2007, la vie de cette association, la plus ancienne du mouvement ouvrier existant encore en France. Vous serez sans doute étonnés, comme nous l'avons été lors de nos recherches dans les archives, de voir à quel

point cette vie est riche d'événements. Elle montre qu'au cours de toutes ces années elle a su rappeler l'œuvre de la Commune et en montrer l'extraordinaire fécondité, sa modernité en lien avec l'actualité. Bien sûr tout n'est pas relaté, une brochure n'y suffirait pas ! Sans doute avez-vous participé à des événements passés sous silence. Peut être avez-vous connaissance, ou possédez-vous des documents anciens concernant l'association ? N'hésitez pas à nous le faire savoir. Nous ne ferons qu'enrichir nos connaissances et entretenir notre mémoire.

Bonne lecture donc qui plongera, sans doute, nos adhérents dans des souvenirs toujours vivants et qui fera découvrir les strates sur lesquelles l'association s'est construite.  **CLAUDINE REY**

4,50 E + frais de port : 1,64 E



SAUVEGARDER LA LAÏCITÉ DE LA RÉPUBLIQUE

Les Amis de la Commune ont signé l'appel «Sauvegardons la laïcité de la République»* dont le premier paragraphe indique : «les organisations et personnalités signataires rappellent solennellement que, selon l'article 1^{er} de la Constitution, la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces quatre termes indissociables défi-

nissent des principes qui s'imposent à tous, au premier rang desquels le président de la République. Or, les déclarations récentes de Monsieur Sarkozy, mêlant ses convictions personnelles et sa fonction présidentielle, portent atteinte à la laïcité de la République».

La signature de cet appel par notre association fait suite à la lettre ouverte au Président de la République, publiée dans notre précédent numéro, dans laquelle

nous rappelions que la Commune, trente-quatre ans avant la loi de 1905, avait décrété la séparation de l'Église et de l'État.

(*) www.appel-laique.org

RENCONTRE AVEC L'ARAC

Le mercredi 13 février, nous avons rencontré l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants et victimes de Guerre, des combattants pour

l'Amitié, la Solidarité, la Mémoire, l'Antifascisme et la Paix). Nous avons été accueillis chaleureusement par le président national, Raphaël Vahé, le secrétaire général Claude Delavacq et leur équipe. Dans un cordial entretien, nous avons évoqué les liens historiques qui unissent nos deux associations, la Commune pouvant être considérée comme le premier anneau d'une chaîne où s'insèrent les luttes révolutionnaires, la solidarité et les résistances. Nous avons décidé de travailler ensemble, très fraternellement. Et l'ARAC fera connaître nos initiatives dans son mensuel *Le Réveil des Combattants* qui tire à 60 000 exemplaires. Un après-midi fructueux et sympathique.

**■ SERGE PORTEJOIE
ET CLAUDE WILLARD**

CHÂTELLERAULT, LE 24 MAI : LA COMMUNE COMMÉMORÉE

Le comité de Châtellerault a récemment découvert, dans des documents d'archives, que la Commune de Paris était commémorée dans leur ville au début du siècle dernier. Au cours de leur récente assemblée générale, ils ont décidé de renouer avec cette tradition en commémorant à nouveau la

Commune le samedi 24 mai prochain. Sont notamment envisagés : un rassemblement en fin de matinée, le dépôt d'une gerbe sur la plaque de la rue Madeleine Brulé, ancienne commune châtelleraudaïse et un repas communard. Pour plus de précisions : amis@commune1871.org contacts :

jean-claude.sardin@orange.fr.
Tél : 05 49 21 68 17



Un banquet haut en couleurs

NOS AMIS DES PAYS DE LA LOIRE...

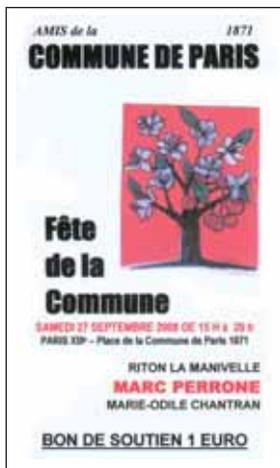
...se sont réunis le 5 mars. La première partie de la réunion a été consacrée à la rédaction des statuts de ce nouveau comité régional. La discussion a ensuite porté sur les initiatives futures. Les amis de la région qui veulent rejoindre ce comité peuvent s'adresser à Rémy Barbier - 02 41 48 70 28 ou mieux : remy.barbier@wanadoo.fr. Prochaine réunion, 3 juin 2008 10h, à la CMCAS d'EDF/GDF, 27 quai Félix Faure à Angers. **■ YL**

C'est à Montreuil, dans les locaux de la CGT et dans une ambiance extraordinaire, que c'est déroulé notre traditionnel banquet annuel. Après l'apéritif, qui avait délié les langues des quelque 250 convives (participation en hausse), nous passions à table, où le repas était apprécié par tous et se terminait, comme il se doit, par des chansons. «L'Internationale» reprise en chœur par l'ensemble des participants restera un des moments forts de cette journée. En allocu-

tion de début, Jean-Louis Robert lisait un texte de Pierre Korber. Claude Willard animait la fin du banquet avec une loterie dont les lots, collectés par Claudine Boni, étaient tous plus beaux les uns que les autres. Cette fête de l'amitié et du souvenir était particulièrement réussie jusqu'à la fin des agapes qui avaient largement entamé l'après-midi.

Nous souhaitons vous retrouver tous, dans une ambiance chaleureuse, l'année prochaine.

■ JOËL RAGONNEAU



Pour assurer le succès de la Fête de la Commune, nous avons besoin de l'aide du plus grand nombre possible de nos adhérents. Avant la fête, il est indispensable de placer des centaines de bons de soutien. Ils se présentent sous la forme de carnets de cinq bons, disponibles dès maintenant au siège de l'association.

Le jour de la fête, le 27 septembre, nous aurons besoin de l'aide de nombreux amis pour monter les stands, animer les jeux, diffuser les livres, brochures, affiches, cartes postales, tee-shirts, etc... servir à boire et à manger... Et surtout, nous avons besoin de bras, après 20 heures, pour démonter les stands et ramener le matériel et les fournitures à notre siège. Merci de faire connaître à l'avance vos disponibilités à Joël Ragonneau.

Cotisations 2008

Afin de continuer et amplifier nos actions pour populariser la mémoire de la Commune, nous avons besoin du concours de tous. Nous remercions nos adhérent(e)s qui ont payé leur cotisation 2008. Mais quelques-un(e)s ne l'ont pas encore fait. Il n'est pas trop tard pour réparer cet oubli. Nous avons aussi besoin de forces nouvelles. Proposez à vos amis de nous rejoindre afin que nous soyons encore plus efficaces.



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Téléphone :
 Prénom : Courriel :
 Adresse : Profession (d'origine
 Code postal : pour les retraités) :
 Localité : Année de naissance :

Recopier, compléter les mentions ci-dessus et les envoyer, avec le chèque de paiement, aux Amis de la Commune (voir adresse en dernière page)

CARNET

✚ **Jean Rollin** (1922-2008). *C'est avec une profonde tristesse que les admirateurs et amis de Jean Rollin ont appris son décès survenu le 16 mars 2008. Personnalité importante du monde des arts et des lettres, il fut le créateur du Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis. Conservateur puis conservateur en chef, il a su réunir avec un goût parfait les collections d'art médiéval et contemporain ainsi que le fonds Paul Eluard. Nos relations avec Jean Rollin sont anciennes ; en 1983, les Amis de la Commune de Paris ont choisi le Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis pour y déposer le drapeau du 143^e bataillon de la Garde nationale dont ils avaient provisoirement assuré la garde. Jean Rollin fit restaurer le drapeau par les meilleurs spécialistes et ce souvenir de la Commune devint un symbole des plus marquants de la section 1871 du musée. En 1985, membre du conseil d'administration des Amis de la Commune de Paris, Jean Rollin, par sa très grande culture et son affabilité sans affectation, fut estimé de tous ceux qui l'ont connu. Les Amis de la Commune de Paris adressent leurs sincères condoléances à la famille de Jean Rollin. MC*

Membre de la Commune, élu du 17^e arrondissement et membre de l'Internationale, Benoît Malon livre ses souvenirs à chaud, lorsqu'il se réfugie en Suisse après la défaite de la Commune de Paris. Le livre est une réimpression, en 1968, de sa version originale qui fut publiée par G. Guillaume fils, à Neuchâtel, en 1871.

L'auteur donne comme titre à son œuvre «La Troisième Défaite du Prolétariat français», les deux défaites précédentes étant l'écrasement du soulèvement du mouvement ouvrier à Lyon en 1832 et le bain de sang des insurgés de Juin 1848. Le but recherché par l'auteur est clairement exprimé dans les pages «Preliminaire», au début du livre : «Il essaiera de dire ce qu'a été, ce qu'a fait, ce qu'a voulu la Commune de 1871 ; mais il dira aussi ce que sont, ce qu'ont fait, ce que veulent ses implacables ennemis». Les 500 pages suivantes offrent un bel exemple de l'accomplissement de cette tâche.

En tant que témoin direct des 72 jours héroïques et tragiques que dura la Commune de Paris, il raconte son récit émotionnel avec une lucidité et une clarté remarquables. Il atteint son but en citant abondamment non seulement les journaux soutenant la Commune, mais aussi des journaux versaillais. On trouve aussi des récits de témoins oculaires :

Benoît Malon

La Troisième défaite du prolétariat français



«Un soldat à Batignolles, las de tuer, refuse de fusiller des femmes et des enfants inoffensifs ; il est mis à mort immédiatement sur l'ordre de l'officier. Dans le même arrondissement, on a vu un homme qui n'a pris aucune part à la lutte, entraîné aux yeux de sa femme

(comme il sortait pour se procurer un peu de nourriture dans sa famille) par une soldatesque ivre de sang ; sa femme accourt, un enfant dans les bras, pour protester de son innocence ; on n'écoute rien, et comme elle tenait son mari étroitement embrassé et qu'il aurait été trop long de les détacher, on fusille homme, femme et enfant.

M. Izquierdo, docteur médecin, se précipite pour donner des soins à l'enfant qui respire encore ; il est saisi et fusillé à son tour».

ARIF HARDIN

En vente à l'Association ; prix : 20 €
+ frais de port : 2,90 €

JUSTICE PAR UN OFFICIER D'ARTILLERIE DE L'ARMÉE DE PARIS EN 1871

Ce petit livre, écrit par l'intendant du général Rossel, a été publié à Londres postérieurement aux événements tragiques de la Commune de Paris. Il a été justement réédité car c'est un document rappelant «très simplement et très crûment» certains des crimes commis dans le but de mâter la révolution populaire de 1871. On y voit comment les

Communards, recherchés, martyrisés et exterminés, vont se débattre sans perspective de justice ni de salut ; et les exemples illustrant cet épisode navrant de notre histoire y sont révélés avec une totale absence de mise en scène. Brut de fonderie. N'y cherchez pas, non plus, une mise en perspective argumentée.

Il s'agit plutôt d'une série

Eloi Valat

Le journal de la Commune

Le livre prend date dans l'illustration d'une révolution en images. L'auteur se plonge dans la lecture du Journal Officiel de la Commune de Paris. Comme le suggère le préfacier Jean-Marie Borzeix, le JO recense les actes et les décrets de l'administration parisienne, relate quotidiennement le scénario de la révolution en marche et mêle faits

politiques et anecdotiques, c'est-à-dire donne aux oubliés de l'histoire de France le droit à la parole, l'exposé des projets, la promulgation des décrets et la description des premières réalisations de la Commune.

La technique d'Eloi Valat n'est pas préméditée car elle est induite par le but du dessinateur : trait chirurgical direct parfois brisé en raison de la double attitude objective et intersubjective vis-à-vis du corps social et politique représenté. La couleur est vive, charnelle pour rendre compte d'une circulation à fleur de peau avec aplats, afin d'éliminer toute sensiblerie du détail.

En résumé c'est une vision d'une révolution au quotidien, d'un arrêt sur images de la vie d'un peuple. La Commune n'a pas fini de nous étonner par sa modernité, étouffée qu'elle est par le défilé permanent des réactionnaires de tout poil dont le but est de conserver une histoire favorable à leurs intérêts.



De son côté, notre adhérent, Xavier Lemaître, nous donne son opinion sur ce livre.

Soixante-neuf illustrations animent autant de chroniques du JO de la Commune. Les commentaires sont édifiants, les notes claires, le trait énergique, la couleur vive et le sang chaud. Cet ouvrage est publié à la suite de l'exposition, «Le Journal de la Commune. Dessins inédits d'Eloi Valat», présentée à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris en mars 2007.

Editions Bleu Autour

& Paris-bibliothèques, 24 E

JUSTICE...

Suite de la page précédente

d'instantanés concernant un moment de notre histoire qui provoque l'émotion et l'indignation. Vous y retrouverez toute la vilénie du gouvernement d'Adolphe Thiers et des troupes versaillaises. De quoi alimenter, si c'était nécessaire, notre contestation à l'ordre tels que le conçoivent les tyrans et les militaires faisant carrière dans leur sillage. Et notre fidélité à l'esprit de résistance.

CLAUDE CHANAUD

En vente aux Amis de la Commune

prix : 8 E + frais de port : 1,30 E

PHILIPPE LEPAULARD

Deux livres de Gérard Dittmar

MONTMARTRE DE LA RÉPUBLIQUE A LA COMMUNE

Gérald Dittmar décrit parfaitement l'atmosphère enfiévrée qui régnait dans Montmartre, du premier Siècle à la Commune.

Avec lui, nous pénétrons dans les nombreux clubs qui s'échelonnaient sur les flancs de la Butte. Gérard Dittmar admire Louise Michel, présidente du Comité de vigilance des citoyennes du XVIII^e arrondissement, la figure la plus populaire de ce site encore agreste. Elle a de bonnes relations avec le maire Clemenceau et défend énergiquement la République auprès des enseignants des établissements religieux. Le 18 mars 1871, elle est au premier plan des combattants pour la liberté, souligne l'auteur.

Ayant procédé à une minutieuse recherche dans les archives de l'armée, Gérard Dittmar a pu établir un relevé détaillé de tous les bataillons fédérés de Montmartre. La répression dans le XVIII^e arrondissement fut épouvantable et Gérard Dittmar a raison de rappeler les atrocités accomplies par la prévôté de la rue des Rosiers et les tortures infligées à Varlin.

Éditions Dittmar, 300 pages : 30 E

GUSTAVE COURBET ET LA COMMUNE — LE POLITIQUE

En intitulant son livre «Gustave Courbet et la Commune — le politique», Gérard Dittmar n'a pas voulu dire que, chez le peintre, la création artistique était nettement séparée de la lutte sociale et de l'action politique. Mais l'oeuvre picturale de Courbet ayant donné lieu à la publication de nombreux ouvrages, il a estimé que l'homme politique n'ayant jamais été étudié ou si peu, il devenait nécessaire de réparer cet oubli.

Le 18 mars 1871 commence une ère nouvelle. Courbet est déjà lancé dans la bagarre. Il ne peint plus guère. Dans ses lettres aux artistes des 6 et 7 avril 1871, il développe ses projets et des quantités d'idées nouvelles. Pour lui, la révolution est d'autant plus équitable qu'elle part du peuple.

Le 13 avril, les artistes de Paris se constituent en fédération. Courbet est élu président. Il sera confirmé dans ses fonctions le 17 avril. Il est élu membre de la Commune aux élections complémentaires du 16 avril (le décret de démolition de la colonne Vendôme

date du 12 avril ; Courbet n'a donc pu prendre part au vote de ce décret).

Courbet est arrêté le 7 juin. Le 2 septembre, il est condamné à six mois de prison et 500 Fr. d'amende. Il purgera sa peine à l'orangerie du château de Versailles transformée en prison, puis à Sainte Pélagie.

Grâce à Gérard Dittmar, nous pouvons lire la relation intégrale du procès, les questions insidieuses des juges et les réponses fermes et précises de Courbet

L'élection de Mac-Mahon à la présidence de la République le 24 mai 1873 aura des conséquences néfastes sur le destin de Courbet. Le 24 mai 1877, le tribunal civil de la Seine décide que Courbet doit s'acquitter des frais de restauration de la colonne, soit 323 091,68 Fr.

Gravement malade et ruiné par la haine de la clique réactionnaire au pouvoir en France, Courbet meurt dans la nuit du 31 décembre 1877 à la Tour-de-Peilz (Suisse) où il s'était réfugié. Les obsèques civiles auront lieu le 3 janvier en présence d'une foule immense.

Éditions Dittmar, 450 pages : 35 E



La Commune

DANS CE NUMÉRO

Editorial

Le Mur, symbole de mémoire · *Yves Lenoir* · 2

Histoire

La mémoire de la Commune célébrée le 24 mai... · 3

Les montées au Mur · *Michèle Camus* · 4

Mai 68, mémoire de la Commune · *Pierre Korber* · 7

Marguerite Tynaïre et l'éducation · *Marie-Claude Juin* · 9

Olivier Souète, chansonnier breton et Communard · *Yves Lenoir* · 10

Courbet et la démocratie dans l'art · *Philippe Lepaulard* · 11

Le cinquième couplet du «Temps des cerises» · *Marcel Cerf* · 12

Actualité

Daumier, chefs d'œuvre de la caricature · *John Sutton* · 13

La commémoration du 18 Mars · *Marie-Claude Schertz* · 14

Morte ou vive...? Vive la Commune ! · *Michèle Camus* · 16

Vie de l'association

Notre devoir de mémoire · *Pierre Biais* · 17

Les Amis de la Commune de Paris - Histoire de l'Association · *Claudine Rey* · 18

Un banquet haut en couleurs · *Joël Ragonneau* · 19

La Fête de la Commune - Adhésion · 20

Notes de lectures · pages 21 à 23

La troisième défaite du prolétariat - Justice par un officier d'artillerie...

Le Journal de la Commune - Montmartre, de la République à la Commune

Courbet et la Commune, le politique

Comité de rédaction : Marcel Cerf, Thérèse Gourmaud, Charles Meister, Eugénie Dubreuil, Michèle Camus, Alain Frappier, Marie-Claude Schertz, John Sutton, Claude Willard, Pierre-Henri Zaidman · **Coordination :** Yves Lenoir
Graphisme : Alain Frappier (afrappier@free.fr) · **Impression :** SNPO Pantin · ISSN : 1142 4524

 **LES AMIS DE LA**
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
amis@commune1871.org | www.commune1871.org